DIVERS**MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

1968

- 22 fév. — Arrêté n° 82/MFP portant ouverture d'un concours pour le recrutement d'un (1) agent spécialisé de la statistique (spécialité perforateur) 210

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

1968

- 2 mars — Arrêté n° 4/MSP portant ouverture d'un concours d'entrée à l'Ecole Nationale de sages-femmes d'Etat du Togo (session 1968) 210

PARTIE NON OFFICIELLE**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES****MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES,
DES TRANSPORTS, DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS**

- Arrêté portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public en vue de la construction d'une station de distribution de carburants à Anécho par la société BP, sur l'immeuble de Mgr Anaté 211
- Arrêté portant autorisation d'installation d'un dépôt d'hydrocarbures de 2^e catégorie par la société BP à Anécho sur l'immeuble de Mgr Anaté 212
- Avis d'appel d'offres (*Construction d'un centre de vente devant desservir la plantation d'Avétonou*) 212
- Situation de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest aux 30 septembre, 31 octobre, 30 novembre, 31 décembre 1967 et 31 janvier 1968 213
- Situation de la Société Togolaise de Crédit Automobile au 30 septembre 1967 215
- Chambre de Commerce, d'Agriculture et d'Industrie du Togo (*Résultats des élections du 24 mars 1968*) 216

PARTIE OFFICIELLE**ACTES DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE****LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS****ORDONNANCES****Rectificatif**

RECTIFICATIF du 28-2-68 aux articles 10 et 25 de l'ordonnance n° 4 du 16-1-68 réglementant la protection de la faune et l'exercice de la chasse au Togo.

Au lieu de :

Art. 10 — Nul ne peut, en dehors des exceptions prévues aux articles 13 et 14 relatifs à la chasse coutumière et aux articles 23, 24 et 25 sur la légitime défense,

se livrer à aucun acte de chasse et de capture s'il n'est détenteur d'un permis.

Art. 25 — Nul ne peut, sauf exceptions prévues aux articles 26 et 27 obtenir un permis de chasse s'il n'est titulaire d'un permis de port d'armes valant titre de propriété.

Lire :

Art. 10 — Nul ne peut, en dehors des exceptions prévues aux articles 13 et 14 relatifs à la chasse coutumière et aux articles 21 et 22 sur la légitime défense, se livrer à aucun acte de chasse et de capture s'il n'est détenteur d'un permis.

Art. 25 — Nul ne peut, sauf exceptions prévues à l'article 26 obtenir un permis de chasse s'il n'est titulaire d'un permis de port d'armes valant titre de propriété.

Le reste sans changement.

DECRETS

DECRET N° 68-29 du 28-2-68 suspendant les arrêtés nos 647-51, 242-D-CFT, 1.057-55-CFT, des 11-9-1951, 11-3-1954 et 29-12-1955.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu les ordonnances n° 15 et 16 du 14 avril 1967;

Vu le décret n° 67-22 du 26 janvier 1967 définissant les compétences ministérielles en matière de recrutement, d'administration et de gestion des diverses catégories de personnel;

Vu l'arrêté n° 647-51 du 11-9-1951 (primes relèvement des taxes, kilométrique et relevage);

Vu l'arrêté n° 242-D/CFT du 11 mars 1954 (indemnité fonction, prime de gestion);

Vu l'arrêté n° 1.057-55/CFT du 29 décembre 1955 (prime de tonnage et voyage);

Sur proposition du ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications;

Le conseil des ministres entendu,

DECRETE :

Article premier — Les primes et indemnités servies au personnel des C.F.T. et wharf consécutivement aux dispositions des arrêtés 647-51, 242-D-CFT, 1.057-55-CFT des 11 septembre 1951, 11 mars 1954 et 29 décembre 1955 et tous actes modificatifs subséquents, sont suspendues jusqu'à nouvel ordre pour compter du 1^{er} janvier 1968.

Art. 2 — Le ministre des finances et de l'économie et le ministre des travaux publics, mines, transports, des postes et télécommunications sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera communiqué partout où besoin sera et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 28 février 1968

Gal. E. Eyadéma